



Communiqué de presse

Paris, 22 juillet 2026

Qu'attendent les Français de leur système de santé ? La concertation nationale pour l'avenir du médicament livre ses premières conclusions

Initiée par le Leem en mars 2026, la concertation grand public pour l'avenir du médicament a dégagé nombre d'enseignements. Plus de 4600 personnes ont contribué à cette concertation, au travers d'un dispositif combinant une plateforme numérique, des ateliers territoriaux et des débats organisés à Dunkerque et Strasbourg et des actions ciblées à Paris dans le cadre de SantExpo, entre mars et juin 2026. Si les Français, citoyens comme professionnels de santé, soutiennent largement notre système de santé, ils le perçoivent néanmoins comme fragile et insuffisamment adapté aux besoins actuels. Une série de propositions a émergé de ce dispositif.

Réussir à changer en profondeur notre système de santé ne peut se faire qu'en écoutant et construisant des solutions avec par tous les acteurs de ce système : les patients, les professionnels de santé, les chercheurs, les associations, les territoires... C'est pourquoi le Leem a proposé pendant plusieurs mois des espaces d'échanges sous différents formats pour confronter les attentes et les propositions de tous ceux qui contribuent chaque jour au système de santé. Trois grands axes ont été explorés : optimisation des ressources, renforcement du système de santé dans les territoires, et garantie d'un accès équitable aux progrès thérapeutiques.

« Les nombreux sujets abordés sur le fonctionnement global du système de santé, tout comme la diversité des points de vue des participants, ont permis d'identifier des préoccupations communes et un fort besoin de décloisonnement et d'articulation entre les différentes organisations et actions. Un travail de réflexion qui interpelle, révélé par une démarche d'ampleur inédite », soulignent le collège des garants de la concertation.

Les contributions de près de 4 200 citoyens et 400 acteurs de santé ont souligné un constat commun sur les limites et les difficultés du système de santé aujourd'hui.

Un système plébiscité mais fragilisé, avec près de 60 % des citoyens qui estiment que la qualité des soins se dégrade. Du côté des professionnels, le système est jugé majoritairement « acceptable mais fragile », révélant une inquiétude structurelle sur sa capacité à durer.

La concertation nationale en chiffres

- **3 mois** : mars à juin 2026
- **4 604** contributions analysées, dont 4 222 citoyens et 382 professionnels
- **20** ateliers territoriaux et débats organisés à Dunkerque, Strasbourg et Paris
- **34** propositions issues de la concertation numérique



Côté médicaments la principale faille identifiée concerne les délais d'accès :

- 43 % des citoyens estiment l'accès plus lent qu'en Europe,
- 58,8 % des professionnels partagent ce constat.

Au-delà des chiffres, les contributions soulignent que les blocages sont moins scientifiques qu'organisationnels, liés notamment aux procédures, aux délais de remboursement et aux inégalités territoriales. Face à ce constat, citoyens comme professionnels de santé placent l'amélioration de l'accès aux soins en tête de leurs attentes. En découle naturellement des inquiétudes liées aux tensions d'approvisionnement, et des attentes en relocalisation industrielle, avec 53 % des citoyens qui souhaitent produire davantage en France ou en Europe.

Une attente d'usage responsable...

La concertation met également en évidence une méconnaissance des mécanismes du système de santé. Le coût réel des soins reste peu visible, alimentant un sentiment de gratuité et une utilisation peu optimisée du médicament. Ce qui a amené à formuler plusieurs propositions autour de l'affichage du coût réel des traitements ou encore autour du renforcement du rôle des patients-experts et des associations dans ce partage des connaissances.

... mais des investissements en R&D vus comme une nécessité

Tous les participants sont d'accord sur l'importance de maintenir une Recherche & Développement de premier plan, les citoyens en attendent des traitements contre les maladies incurables et les maladies chroniques, les professionnels conditionnent ces investissements à une valeur clinique démontrée et une intégration cohérente dans des pratiques de soins efficaces.

« Cette concertation dépasse le simple constat. Les idées existent, les volontés sont là, les conditions d'une mobilisation collective sont réunies. L'enjeu est désormais de transformer cette convergence en décisions concrètes, en dépassant les silos et en créant les conditions d'une action collective plus rapide, plus lisible et plus efficace. Une ambition que partagent de nombreux acteurs avec la volonté de préparer l'avenir », indique Jean-François Brochard, Président du Leem.



Concertation
pour l'avenir
du médicament
avenir.medicament.org



leem
les entreprises
du médicament

PRINCIPALES PROPOSITIONS ISSUES DE LA CONCERTATION GRAND PUBLIC

L'information sur les prix et les parcours

- Communiquer sur le coût des prises en charge, en prenant en compte l'impact psychologique sur les malades.
- Accompagner le patient pour qu'il devienne acteur de sa santé avec le soutien des associations de patients et la mise en place de patients-experts, voire de régulateur de parcours dans certains cas.
- Moderniser et repenser la communication sur les produits de santé et les comportements favorables à la santé, en s'appuyant notamment sur les réseaux sociaux.

Les enjeux de la recherche clinique

- Revoir les objectifs assignés aux CHU pour intensifier les moyens mis sur la recherche.
- Lever les freins liés au travail sur les données en vie réelle afin de permettre une étude large.
- Revaloriser les carrières dans les recherches (fondamentale, translationnelle, clinique).

Souveraineté sanitaire

- Donner des marges de manœuvre à l'échelon régional et aux territoires, afin de trouver de l'agilité, pour la recherche clinique notamment.
- Simplifier les procédures d'autorisation.
- Mettre en place un financement pluriannuel pour plus de visibilité sur la contribution attendue de l'industrie pharmaceutique.

Les enjeux de la recherche clinique

- Revoir les objectifs assignés aux CHU pour intensifier les moyens mis sur la recherche.
- Lever les freins liés au travail sur les données en vie réelle afin de permettre une étude large.
- Revaloriser les carrières dans les recherches (fondamentale, translationnelle, clinique).

Accès aux médicaments

- Revoir les procédures d'autorisations et les mécanismes de financement du médicament pour éviter les délais de remboursement et les ruptures d'égalité entre les différentes phases.
- Organiser la cohérence territoriale pour un pilotage localisé de la demande et de la distribution.
- Éduquer pour mieux consommer des médicaments.

Place du médicament dans l'efficience du système de santé

- Réduire les volumes de médicaments « gâchés » par une distribution ajustée aux quantités nécessaires.
- Renforcer la démocratie sanitaire pour une meilleure compréhension du système et du rôle de chacun des acteurs.
- Structurer une véritable politique nationale de prévention.

Contacts presse : Virginie PAUTRE - 06 31 86 82 70 - vpautre@leem.org ; Julien GOUGEROT – 06 08 97 50 49 – jgougerot@leem.org

Direction de la communication : Stéphanie BOU - 06 60 46 23 08 - sbou@leem.org